

Note

Des motifs des électeurs au scrutin fédéral de 1984 : le cas de Sudbury

SIMON LAFLAMME *Université laurentienne*

Au cours de la campagne électorale fédérale canadienne de l'été 1984, il se produit une modification massive de l'opinion politique. Le 9 juillet, le nouveau premier ministre, John Turner, qui n'est en poste que depuis quelques semaines et n'est nullement obligé d'agir avec autant d'empressement, déclenche des élections. Deux sondages sérieux, aux conclusions concordantes, donnent alors comme favori le parti qu'il dirige.¹ Il s'agit d'un renversement par rapport aux sondages antérieurs qui, depuis trois ans, favorisaient le Parti progressiste-conservateur (P.C.).² Attribuant à sa récente accession au pouvoir le revirement des intentions de vote, misant sur l'atout que représentent pour les libéraux 21 années presque ininterrompues au gouvernail de l'État, le nouveau chef du Parti libéral (P.L.) croit avoir de bonnes raisons d'appeler les Canadiens aux urnes. Or, le P.L. subit une écrasante défaite lors du scrutin.³

On a beaucoup commenté ce revers. On a accusé de maladresse la décision hâtive du premier ministre; pourtant, quand celui-ci fait connaître sa volonté, la popularité de son parti est plus grande que celle des autres, elle augmente lentement et la majorité des électeurs ne fait

1 Une enquête CROP-*Globe and Mail* effectuée entre le 18 juin et le 8 juillet 1984 indique que 49 pour cent des électeurs voteraient pour les libéraux, 39 pour cent pour les conservateurs et 11 pour cent pour les néo-démocrates. Un sondage Gallup réalisé entre les 5 et 7 juillet prévoit 48 pour cent d'appuis aux libéraux, 39 pour cent aux conservateurs et 11 pour cent aux néo-démocrates.

2 Peu après l'élection de Brian Mulroney à la direction du parti en juin 1983, les progressistes-conservateurs récoltaient jusqu'à 55 pour cent de la faveur populaire.

3 Les conservateurs accumulent 211 sièges avec 50,0 pour cent des suffrages. Les libéraux qui, en 1980, avaient fait élire 147 députés et recueilli 44,3 pour cent des votes, ne l'emportent plus que dans 40 circonscriptions et n'obtiennent plus la faveur que de 28,3 pour cent des mandants. La popularité néo-démocrate demeure à peu près stable : 30 élus (au lieu de 32) et 18,5 pour cent des électeurs (contre 19,8 pour cent en 1980).

pas vraiment de distinction entre libéraux et conservateurs, ce qui ne semble pas devoir être un désavantage. On a dit aussi que l'organisation électorale libérale était mal préparée. Cette institution avait pourtant fait ses preuves et se savait depuis quelque temps à l'aube d'une campagne. En plus, le nouveau chef du parti s'imaginait l'avoir consolidée et ajustée par quelques mutations et nominations. On a chargé de torts la personnalité du nouveau premier ministre; pourtant, à quelques jours de l'annonce d'une élection, sa popularité l'emportait sur celle de son principal adversaire, le chef conservateur Brian Mulroney. Enfin, on a montré du doigt la presse; toutefois, bien qu'elle compte toujours parmi les facteurs de détermination de l'opinion publique, la presse canadienne n'a pas le pouvoir de fabriquer complètement un électorat pan-canadien ni les moyens de ne pas répondre à quelque attente populaire.

Certes, toutes ces variables ne sont que quelques éléments dans l'ensemble des causes du triomphe du P.C. Mais quelle a été au juste l'attitude des mandants eux-mêmes? Voilà l'interrogation à laquelle cette note veut apporter un peu de lumière.

On verra que l'électorat se constitue de façon complexe, se forme autour de certains regroupements, avec un matériau tissé d'idées diverses; on verra aussi que cette composition est moins le fruit de la propagande, des stratégies des prétendants, de la presse, que celui de la problématique politique de la nation dans laquelle interviennent les messages des organisations qui souhaitent accéder ou se maintenir au gouvernement.

Cette réflexion repose sur une enquête menée dans la circonscription de Sudbury entre le 5 et le 22 septembre 1984, soit immédiatement après la journée des élections. Cent cinquante personnes ont été aléatoirement sélectionnées à partir de la liste électorale; 102 électeurs ont pu être retenus.⁴ Chacun s'est prêté à une entrevue téléphonique d'approximativement 10 minutes.

Évidemment, aussi éclairante que soit cette analyse exploratrice, l'extrapolation de ses résultats ne peut être qu'hypothétique.

La tendance libérale de la circonscription de Sudbury

En septembre 1984, il faut le souligner, Sudbury n'est pas emporté par l'assaut conservateur. La circonscription demeure aux mains des libéraux, non sans avoir été profondément atteinte.⁵ Le P.C., en effet,

4 En résumé, 17 personnes ont été réticentes à collaborer, sept en ont été empêchées par des problèmes de santé, six ne parlaient ni anglais ni français, 18 n'ont pu être rejointes.

5 De 1980 à 1984, les votes obtenus par les libéraux passent de 20 682 à 17 349, ceux des conservateurs de 4 365 à 13 580 et ceux des néo-démocrates de 11 767 à 10 929. Les autres candidats obtiennent respectivement 510 et 295 votes.

Résumé. Avant la campagne électorale fédérale canadienne de 1984, les sondages annoncent une victoire libérale. Au cours de la campagne, les enquêtes d'opinion publique prévoient la victoire conservatrice. Qu'est-ce qui a provoqué ce revirement des électeurs? Cet article tente de répondre à cette question en s'appuyant sur une enquête exploratrice menée dans la circonscription de Sudbury. Il montre que l'issue de l'élection fut déterminée moins par les programmes électoraux des différents partis que par l'impossible mission du Parti libéral et surtout de son chef.

Abstract. Prior to the 1984 Canadian federal electoral campaign, public opinion polls were predicting a Liberal victory. During the period of the campaign, the polls predicted a Conservative victory. What was it that produced this change among the electorate? This article attempts to respond to this question on the basis of an exploratory study carried out in the riding of Sudbury. The study shows that the focus of the election was less on the campaign platforms of the different parties than on the impossible mission facing the Liberal party and especially its leader.

effectue une remarquable percée : de troisième en 1980, il passe second en 1984, réduit de plus de 3 000 le nombre des votes libéraux, et diminue de près de la moitié l'ancienne majorité⁶ alors que l'appui aux conservateurs, augmente de plus de 9 000 voix.

Trois raisons ont empêché que le candidat progressiste-conservateur n'accède à la députation. Premièrement, la tradition libérale des francophones, que confirment nos entrevues : 66,7 pour cent (18/27) des personnes de langue maternelle française disent avoir voté pour le P.L.; 30,8 pour cent seulement de ceux dont la langue maternelle est l'anglais signalent avoir été attirés par le même parti. Deuxièmement, la crainte des coupures budgétaires dans les programmes sociaux s'est manifestée dans cette région que la crise a rendue plus dépendante vis-à-vis des bienfaits dispensés par l'État : chaque fois qu'on examine un groupe de mandants susceptible d'éprouver des difficultés sociales ou d'avoir besoin des ressources de l'État, on rencontre une certaine préférence pour le P.L.⁷ Par exemple, d'après nos résultats, la moitié des personnes sans emploi (14/28) ont penché vers le P.L., contre seulement 28,6 pour cent vers le P.C. et 21,4 pour cent pour le Nouveau Parti démocratique (N.P.D.). Dans le même ordre d'idées, 52,2 pour cent (12/23) des personnes âgées rapportent avoir appuyé le P.L., proportion qui décroît chez les jeunes (42,8 pour cent), et plus encore chez les gens d'âge moyen (36,4 pour cent).⁸ Le troisième facteur est la réputation favorable du ministre libéral et député sortant Doug Frith : si 51,0 pour cent des personnes interrogées déclarent voter habituellement pour le parti plutôt que pour les personnes qui briguent les suffrages, il en reste quand même 32,0 pour cent qui portent d'abord attention au candidat⁹; or, quand on demande

6 Cette majorité passe de 8 915 à 3 769 votes.

7 Nos données indiquent notamment que 51,4 pour cent des femmes (contre 36,2 pour cent des hommes) appuient les libéraux.

8 Par âge moyen, nous entendons les gens de 30 à 54 ans.

9 Notons aussi que 14,0 pour cent des gens interrogés donnent la priorité au chef du parti et 3,0 pour cent donnent d'autres réponses.

aux gens rejoints de « dire très brièvement ce qui a déterminé leur position face à la toute récente élection fédérale », 12,7 pour cent répondent sans ambages « Frith », alors qu'une seule personne mentionne le nom du candidat conservateur et que seules deux électrices, heureuses d'une présence féminine sur les rangs, nomment la candidate néo-démocrate.

Nos données ne permettent pas d'établir de corrélations significatives entre les caractéristiques des électeurs et le parti qu'ils appuient. Toutefois, bien que la circonscription de Sudbury n'ait pas été ravie aux libéraux, elle fut secouée, comme la plupart des autres circonscriptions canadiennes, par l'offensive des progressistes-conservateurs.

Le moment décisif

L'issue d'un scrutin n'est pas décidée du simple fait qu'à l'annonce des élections un parti domine dans les sondages d'opinion publique. Des transformations, parfois assez vastes, sont possibles. Ces revirements ne sont pas provoqués par la seule fixation du choix des indécis : on sait que la population flottante a souvent tendance à se distribuer d'après les proportions des personnes qui expriment leurs intentions. Les votants, en période électorale, peuvent (et en grand nombre) être amenés à changer un choix préalablement arrêté. Au Québec, par exemple, 61 pour cent des mandants, au début de juillet, affirmaient appuyer les libéraux; le 4 septembre, les électeurs du P.L. n'étaient plus que 35 pour cent; pendant ce temps, les appuis conservateurs sont passés de 28 à 50 pour cent.

L'élection semble se jouer en deux semaines. En effet, entre le 5 et le 7 juillet, selon les sondages publiés dans les journaux, les Canadiens penchent surtout pour les libéraux, mais au cours de la dernière semaine de juillet, le réseau CTV annonce que les conservateurs gagnent du terrain dans la faveur populaire. Nos données semblent confirmer l'influence décisive de la campagne électorale : 38,2 pour cent des personnes que nous avons interrogées disent avoir fait leur choix au cours de cette période et 51,0 pour cent d'entre elles croient reconnaître cette influence habituelle des périodes d'élection sur leur propre opinion. S'il est vrai que l'électeur a tendance à entendre surtout un discours auquel il est déjà gagné, ainsi que l'affirment les théories de la persuasion, il n'en reste pas moins que le politicien ne s'adresse pas toujours à des auditoires impossibles à convaincre.

Au cours de ces deux semaines, l'électorat assiste à des événements d'importance inégale. Il y a un flot de promesses de la part des conservateurs et une polémique sur le coût éventuel de leur réalisation. Il y a bon nombre de discussions notamment sur le chômage et sur le déficit. Il y a les propos désobligeants de Brian Mulroney au sujet de

Bryce Mackasey et le geste compromettant de John Turner à l'égard d'une femme. Il y a aussi deux débats télévisés.

On avancera peut-être que les libéraux n'ont dominé dans les sondages que le temps, pour la population canadienne, de se remettre du choc de l'apparition de John Turner et qu'en réalité, depuis trois ans, le pouvoir était destiné au P.C. Mais la question persiste : pourquoi les libéraux ne se sont-ils pas maintenus sur leur nouvelle lancée, eux qui partaient avec l'avantage d'avoir détenu le pouvoir depuis si longtemps ?

Il semble, d'abord, qu'on ne puisse trouver la réponse du côté des débats : dans notre échantillon, 81,3 pour cent des personnes considèrent qu'ils ont eu « peu », « très peu » ou « pas du tout » d'effet sur leur jugement. Quand on demande de préciser ce qui, finalement, a déterminé leur choix, aucun n'évoque les débats. À notre avis, ces spectacles rhétoriques valent beaucoup plus par ce qu'on dit d'eux que par ce qu'ils disent eux-mêmes : d'une part, ils parviennent davantage à cristalliser des prédispositions qu'à attirer des neutres; d'autre part, ils arrivent presque toujours à mettre en évidence l'équivalente qualité des participants.

Les impressions des électeurs

Dans cette campagne, nous percevons que tous les partis dénoncent le chômage (celui des jeunes en particulier), déplorent les injustices de la condition féminine, s'inquiètent, à un degré ou à un autre, du déficit, discutent du clientélisme... Tous les partis s'intéressent aux mêmes problèmes, ceux de la nation canadienne. En se taillant une place dans ce réseau de questionnements, les organismes politiques s'inscrivent dans le cadre des préoccupations de l'électorat. Mais cette problématique-là est non-décisive; elle est à ce point partagée entre les principaux opposants que les interventions ne réussissent pas à mettre réellement en évidence l'un ou l'autre des adversaires. En réalité, l'élection ne se joue pas à ce niveau élémentaire, ce que nous avons pu observer dans les impressions qu'on peut dégager de notre échantillon.

Nous avons cherché à savoir ce qu'évoquaient les noms des trois principaux partis et de leurs chefs. Le Tableau 1 résume les réponses obtenues. On remarque tout de suite que les appréciations du type « pas grand-chose » sont assez nombreuses, quel que soit le parti considéré. Au-delà du grand nombre de réponses particulières que provoque le P.L., on note que la durée du règne libéral et la personne de l'ex-premier ministre Trudeau ressortent comme idées majeures et sont plutôt préjudiciables à ce parti, ne serait-ce que parce que le prédécesseur de John Turner n'est précisément plus le chef du P.L.

Si chaque parti est l'objet du mépris *ouvertement exprimé* de certains (encore que les libéraux s'en tirent mieux que leurs

adversaires), chacun est aussi l'objet de jugements favorables (mais à ce titre, le P.L. arrive loin derrière le N.P.D. et surtout le P.C.). On peut cependant s'étonner du peu d'électeurs qui évoquent l'idée de changement, alors qu'on en a fait abondamment usage au cours de la campagne électorale : aucun ne l'a évoquée en rapport avec le N.P.D., un seul pour le P.L., sept pour le P.C.

TABLEAU 1

IMPRESSIONS QUE LES ÉLECTEURS DE SUDBURY ASSOCIENT AUX PARTIS POLITIQUES*

Parti libéral		Parti progressiste-conservateur		Nouveau Parti démocratique	
rien ou peu	16	rien ou peu	17	rien ou peu	25
changement	1	changement	7	changement	0
mépris	6	mépris	15	mépris	16
chef du parti : Turner	1	chef du parti : Mulroney	4	chef du parti : Broadbent	5
jugement favorable	9	jugement favorable	26	jugement favorable	17
déplorent la durée du règne	12	chance à donner	7	chance à donner	4
P. E. Trudeau	12	espoir	4	gens ordinaires travailleurs	4
autres impressions	45	autres impressions	22	autres impressions	31
totaux	102		102		102

* Sondage de l'auteur dans la circonscription de Sudbury. Voir le texte pour la méthodologie.

L'effet de pénétration de la notion de changement apparaît toutefois davantage dans des verbalisations libres où nous priions les électeurs de justifier « très brièvement » leur choix lors du scrutin : tous ceux (16,7 pour cent) qui déclarent avoir voté « pour le changement » ont voté pour le P.C. Il en va de même pour les 7,8 pour cent qui se sont plaints de l'étirement de l'administration libérale. L'organisation conservatrice obtient donc quelque succès dans la communication de son message de changement. Par contre, nous croyons qu'on perçoit les néo-démocrates davantage dans les effets d'un changement éventuel que par la seule

notion de changement. Alors que pour les néo-démocrates, le N.P.D. est si éminemment « changement » qu'il serait dérisoire de le rappeler, ce parti est, pour libéraux et conservateurs, à la fois altérité et similitude : le N.P.D. est cet autre, socialisant qui (comme tout socialisme) est politique et ainsi semblable à tout parti désireux d'atteindre les commandes du pouvoir; cependant, son peu de chances d'y accéder *maintenant* le refoule dans la différence, le place hors-jeu. C'est ce qui est ressenti par une fraction non négligeable d'anciens néo-démocrates pour lesquels il est si impérieux de « changer », de chasser les libéraux, qu'il est préférable d'opter pour les conservateurs.

Nos résultats indiquent que l'organisation libérale a du mal à convaincre de la réalité de la transformation sur la base de la seule venue du nouveau chef du parti, car il faut paradoxalement que ce nouveau chef défende un parti dont la victoire ne constituerait pas un renouvellement du pouvoir. C'est bien l'impossibilité de surmonter cette contradiction qui refoule les libéraux et redonne l'avance aux conservateurs dans l'opinion publique. Un tel obstacle s'étale dans toute son ampleur après les débats télévisés : si Messieurs Turner et Mulroney se valent bien, le parti du second ne connaît pas les mêmes handicaps que son adversaire : il n'était pas au gouvernement pendant la grave crise économique qu'a connue le pays; ses troupes ne sont pas épuisées; il n'a pas à jongler avec la nécessité de présenter l'image d'un homme de compromis et l'obligation d'affronter l'amertume d'une fraction importante de la population. Moins lié aux dernières années de l'histoire politique du Canada, il sait utiliser la lassitude des électeurs, ce qui n'est pas à la portée de John Turner. L'équivoque du rôle de ce dernier devient rapidement, pour la presse et le public, l'ambiguïté de l'homme, comme l'évoque le Tableau 2.

TABLEAU 2

IMPRESSIONS QUE LES ÉLECTEURS DE SUDBURY ASSOCIENT AUX CHEFS DES PARTIS POLITIQUES FÉDÉRAUX LORS DES ÉLECTIONS DE 1984

Impressions	Chefs des partis		
	Turner	Mulroney	Broadbent
Favorable	23	44	46
Défavorable	46	20	21
Neutre ou sans impressions	33	38	35
Totaux	102	102	102

Dans notre échantillon majoritairement libéral, près de la moitié des impressions sont défavorables à John Turner contre seulement un quart d'impressions favorables. À peu de chose près, l'inverse vaut pour Brian Mulroney et Ed Broadbent. Gardons-nous cependant de croire que l'image du chef suffit pour assurer la victoire : nos données suggèrent que la population de Sudbury a tendance à se lier davantage aux messages (56,0 pour cent) qu'aux personnes (29,0 pour cent) ou aux partis (13,0 pour cent). Si le candidat libéral est élu dans Sudbury, c'est malgré le chef de son parti que les circonstances mettent dans une situation intenable. Si, ailleurs au Canada, des candidats conservateurs sont élus, nous faisons l'hypothèse que la personnalité de leur chef n'est pas déterminante : il faut *la bonne combinaison* de facteurs pour assurer la victoire.¹⁰

Conclusion

La problématique politique de l'élection de 1984 peut, de façon caricaturale (étant donné l'essentielle inscription des partis politiques dans les préoccupations des mandants), se ramener à deux termes : l'amertume à l'égard du régime Trudeau et la possibilité d'un renouveau. Le dénouement ne pouvait être que conservateur.

Après les deux débats publics de juillet, il devient manifeste que John Turner ne surpasse pas les autres chefs dans la faveur populaire et demeure inexorablement lié à son parti dont la population est fatiguée. La similarité des positions libérales et conservatrices jointe à la faible probabilité d'un gouvernement néo-démocrate provoque le revirement de l'opinion publique à laquelle s'était fié le premier ministre avant de déclencher les élections.

Parce que la volonté de changement prédomine, l'électorat a tendance à privilégier les messages plutôt que les personnes; libéraux et conservateurs s'apparentant au plan des idées, le passage des libéraux aux conservateurs peut s'effectuer sans drame idéologique. Contrairement au P.L. qui ne peut regrouper autour de lui des opinions positives communes, le P.C. se gagne une masse de votants mûrs pour « le changement ».

Si le programme conservateur, le chef et les candidats de ce parti manifestent certes des qualités, il faut une conjoncture particulière pour que leurs mérites soient plus productifs, sur le plan électoral, que ceux qu'on retrouve dans les autres partis.

10 Par exemple, des personnes interrogées mentionnent que le chef néo-démocrate Ed Broadbent dirige « le mauvais parti ».